

25 Novembre 2015

## Le secret de l'Etat



L'Etat secret, les secrets d'Etat, le fameux "Secret Défense" que l'on oppose à la justice et aux journalistes, contre pouvoir indispensable à toute démocratie, les écoutes de l'Elysée sous François Mitterrand...: quelques citoyens curieux se sont retrouvés pour essayer de mieux comprendre tout cela. Il s'agissait bien évidemment de : Gilberte, Thérèse, Christine B, Stéphanie, Sylviane, Jean-Claude, Pierre L et Guy.

Tout d'abord un rappel sur l'institution. Créées pendant la Révolution française, les Archives nationales conservent les archives publiques des différents régimes politiques qui se sont succédés, du VII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, ainsi que des archives privées et les minutes des notaires parisiens. Avec la loi du 7 messidor An II (1794), la publicité et la communication des archives de l'État sont établies en principes garants du régime démocratique.



Le musée des Archives nationales, créé en 1867 par le marquis de Laborde, est installé dans l'hôtel de Soubise, siège parisien de l'institution depuis 1808.

Ancienne demeure princière dont l'origine remonte à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, le bâtiment conserve encore le portail gothique fortifié qui appartenait à l'hôtel de Clisson, plus ancien vestige parisien d'architecture civile médiévale. Agrandi par la famille des Guise au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, l'hôtel est acquis en 1704 par le

prince et la princesse de Soubise.

En entrée en matière on peut voir sur le palier donnant accès à l'exposition, le téléphone rouge et la ligne cryptée permettant au Général de Gaulle et à Léonid Brejnev de communiquer.



Du chevalier d'Éon aux agents de renseignement de l'actuelle Ve République, nous allons parcourir l'histoire de ce monde de l'ombre, présentée en 6 thèmes différents.

## 1. Le secret de l'État imaginé et caricaturé

Cette première partie nous amène à réfléchir sur la perception et la représentation de ce qui est considéré comme secret.

Ainsi le secret c'est l'homme de l'ombre, qui écoute, cherche et se cache, figuré par la cape du «Spia».

Ceux qui fabriquent l'information sur ce qui est secret s'inscrivent aussi bien souvent dans un monde imaginaire. Dans ce cadre, l'ignorance de la réalité favorise la caricature et nourrit la dénonciation. Ce qui est secret est souvent considéré comme illégitime.



Les représentations du secret, depuis le XIXe siècle, dans la presse, la littérature, plus tard le cinéma, utilisent les nombreux ressorts offerts par la figure de l'espion homme ou femme.



Les organes du secret, le 2e bureau et les services de renseignement, font aussi travailler l'imagination. L'opinion sublime ce qu'elle reçoit ainsi car le secret amplifie ceux qu'il protège. Ainsi, l'on attribue beaucoup (trop) à celles et ceux qui sont dans le secret et à ce qu'il renferme : de la puissance, de l'influence et du charisme.

## 2. Acteurs et pratiques du secret de l'État

Ce sont les diplomates qui ont été les premiers agents de renseignement extérieur. En 1716, dans le traité de négociation de François de Callières, on peut lire que l'ambassadeur est un «honorablespion». Les moyens d'information des diplomates sont ceux de leur temps, gazettes et périodiques de tous ordres, mais ils s'informent surtout par la fréquentation des cours étrangères et en achetant à prix d'or des «intelligences étrangères».

Le renseignement extérieur devient l'affaire exclusive des militaires dans le dernier tiers du XIXe siècle. À partir de la IIIe République sont créés au sein de l'état-major un «2e bureau» et une section de «statistique» : avec ces services de renseignement en temps de paix, le renseignement moderne apparaît en France.

Sur le territoire français, c'est à la police qu'a été confiée une mission de surveillance. C'est à l'époque de la Régence que l'on assiste à l'apparition d'une première police d'information chargée, en se dissimulant, de s'informer sur l'état des esprits dans le cadre de la lieutenance générale de police de Paris, créée en 1667. Mais c'est sous les ré-



Chevalier d'Eon

gimes impériaux au XIXe siècle que se mettent en place des polices nationales centralisées avec de puissantes polices de renseignement.

De la création, en 1855, de la «police des chemins de fer» au décret de 2014 créant la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), il y a une forte continuité des missions : collecter de l'information à caractère politique pouvant menacer le régime et lutter contre l'espionnage étranger.



Comme le génie militaire, les savants -civils- ont pu informer, directement ou indirectement, les autorités de leurs découvertes. La collecte du renseignement scientifique et technique débute à l'époque moderne. Cela concerne : l'archéologue, le religieux, le géographe, le physicien ou le chimiste. Il alimente dès le XIXe siècle une compétition entre les États, aussi bien industrielle que militaire.

*On peut ainsi voir une lettre du général Saussier, du 2 février 1889, qui indique qu'il fait surveiller le chimiste suédois Alfred Nobel du fait de sa présence au voisinage d'une fabrique de poudre à Sevran.*

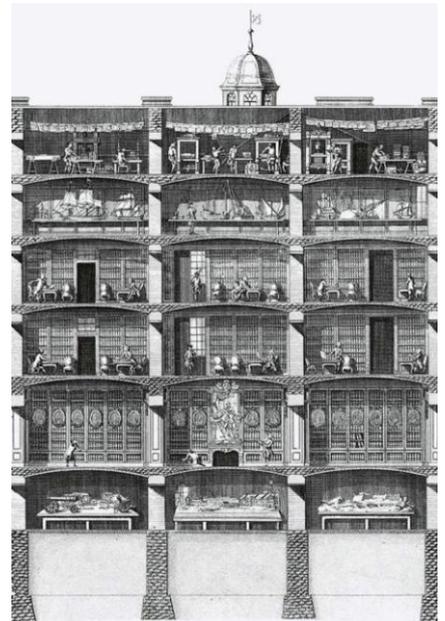
Thomas Edward Lawrence et d'Antonin Jausse, prise sur un navire de renseignement français, 3 mai 1917.

### 3. Une autre géographie du pouvoir

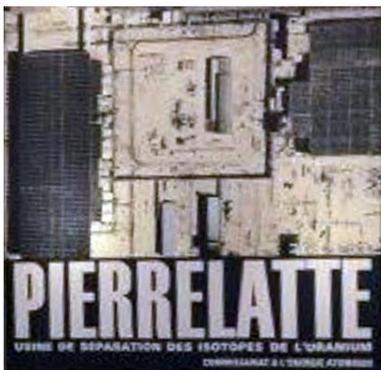
Les lieux où se prennent les décisions politiques d'importance sont circonscrits. Ils coïncident avec la géographie du pouvoir exécutif : le cabinet des dépêches et le conseil du roi, le cabinet secret de Napoléon, le salon doré du palais de l'Élysée.

Le secret des lieux suppose des protections physiques par des clés, des portefeuilles, des coffres mais surtout par la retenue de ceux qui sont initiés «dans le secret de l'Etat». En effet le chef de l'État ne peut être toujours seul à savoir : il y a aussi les conseillers, les secrétaires particulier et parfois l'entourage familial. Tous ceux-là entrent alors dans un cercle du secret.

Parmi ces lieux il y a aujourd'hui, l'hôtel des Invalides à Paris, construit au XVIIe siècle, qui abrite le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale et le Groupement interministériel de contrôle, deux administrations du Premier ministre. D'autres bâtiments sont ceux des administrations secrètes où se trouvent les services de renseignement militaires et policiers.



Coupe de l'élévation de l'hôtel de la Guerre, des Affaires étrangères et de la Marine, 1772.



Les services de renseignement sont placés au plus près du chef de l'État. Les chefs d'État et de gouvernement ont accordé une importance inégale à leurs services, proportionnelle souvent à la confiance qu'ils leur témoignaient. Souvent le lien quotidien avec les services est assuré par un conseiller de confiance.

Enfin, les sites liés au nucléaire civil et surtout militaire sont sans conteste les lieux les plus discrets et protégés de la seconde moitié du XXe siècle.

Mais ces lieux peuvent aussi être informels, à l'image des chasses présidentielles, prisées plus par ce que l'on y dit que par ce que l'on y tue.

#### 4. Les secrets de papiers du secret de l'État

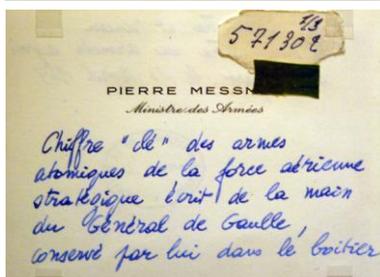
La notion de «sûreté de l'État» à partir de 1810, puis le respect des «intérêts fondamentaux de la nation» à compter de 1994 ont été le socle du droit pénal protégeant le «secret de l'Etat». Ils sont complétés après 1886 par des lois qui répriment l'espionnage. Ce sont les services de contre-espionnage qui assurent le respect de ces textes en menant des enquêtes sur les suspects d'espionnage, qui est l'atteinte principale à la «sûreté de l'Etat».



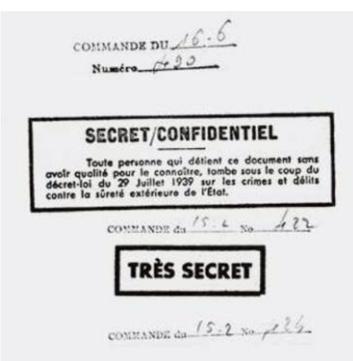
À partir du XVIIIe siècle apparaissent des consignes de discrétion ou de secret complet dans certains établissements militaires et places fortes. De nombreux textes ministériels à partir de la fin du XIXe siècle complètent ces usages par une réglementation véritable protégeant certaines catégories d'informations publiques et donnant naissance à la classification de l'information, qui ne devient pourtant stricte et rationnelle qu'après 1945.

L'espace secret de l'État s'étend ainsi des lieux physiques à des documents de papier.

Les archives tiennent alors une place, majeure, dans la conservation du secret. Elles sont le secret et ce secret a une vie longue. Des lois spécifiques définissent les durées pendant lesquelles les documents ne sont pas consultables. En outre s'ajoute la protection supplémentaire apportée par la classification.



Des meubles symboliques comme l'armoire de fer, renferment des documents qui furent en leur temps des documents particulièrement secrets et qui n'ont plus aujourd'hui qu'une valeur symbolique et patrimoniale. Dans certains cas graves, il y a des destructions volontaires d'archives jugées trop sensibles ou compromettantes.



Toutes époques confondues, la protection des papiers de l'État a été assurée par des symboles apposés par les services de renseignement sur leurs documents qu'il s'agissent des tampons réglementaires de classification ou des fragiles mentions manuscrites de confidentialité.



## 5. Abus, dénonciations et contestations

Les abus révélés à l'opinion publique ont connu des formes multiples, depuis les cahiers de doléances en 1789 jusqu'à leur diffusion par la presse et aux saisies des autorités judiciaires.

Depuis le cabinet noir sous l'Ancien Régime, où le souverain était accusé de faire ouvrir les courriers en secret, le secret des correspondances fut le fruit de longs débats législatifs et réglementaires.

Aujourd'hui, l'évolution rapide des technologies favorise les fuites débouchant parfois sur des affaires dont les plus emblématiques portent sur la remise en cause des pratiques des services secrets et de l'État.

Les affaires des écoutes, les actions du SDECE autour de l'opium en Indochine et les actions de sabotage sur le navire de Greenpeace ouvrent au public les coulisses des dérives des affaires secrètes, en laissant à la justice ou au temps le soin de trancher.

La télévision, l'édition et le cinéma dénoncent régulièrement les abus tout en les déformant. Ils permettent d'exercer une fonction critique.



Récemment, les affaires liées aux publications de WikiLeaks et d'Edward Snowden ont alimenté le débat sur la protection du secret et sur la légitimité de celui-ci dans un monde en pleine mutation technologique et politique. La réflexion sur les pouvoirs et les contre-pouvoirs resurgit toujours à la suite de dérives.

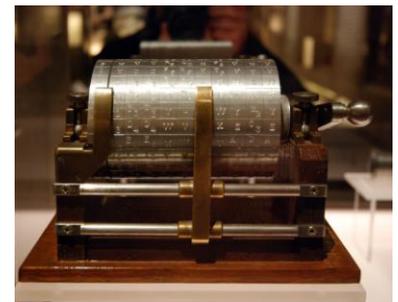
Il faut noter qu'une partie de l'action des services de renseignement - qui sont «spéciaux» - se situe naturellement aux limites de la légalité.

## 6. Les techniques singulières et les langages du secret

Il n'y a pas de secret de l'État sans écritures secrètes. Les gens du Chiffre, ceux qui ont la maîtrise de cette mise en forme singulière de la décision politique, se situent dans l'environnement immédiat du pouvoir. Ils font partie de l'étroit cercle de la confiance.



Passé le temps du chiffrement et du déchiffrement à la main, ils utilisent les premières machines : boîtes et cylindres à chiffrer, tables et tableaux également



La révolution industrielle du XIXe siècle et les grandes ruptures technologiques qu'elle a entraînées ont bouleversé les traditionnelles écritures secrètes. Les techniques et les technologies de transmission ont été entièrement transformées, depuis le télégraphe optique à l'époque de la Révolution française jusqu'au cyber-numérique aujourd'hui. L'électricité au XIXe siècle, puis l'informatique, l'électronique et l'optique au XXe siècle, qui sont les ressorts de la société de l'information, ont démultiplié les volumes et les vitesses de calcul, dimension essentielle du chiffrement et du déchiffrement.



**L'Enigma**

(le premier calculateur électronique de l'histoire), utilisée par l'armée allemande

Aujourd'hui les batailles secrètes du renseignement sont en grande partie liées à la capacité de protéger l'information et d'accéder à celle que l'ennemi, l'adversaire ou le partenaire ont protégée.

La visite se termine par une panoplie d'objets utilisés par nos agents ou saisis sur des agents extérieurs : micro dans un presse buvard, micro émetteur dans une boite d'allumette, montre de détection électromagnétique pour "nettoyer" une pièce, montre avec caméra, appareil photo Minox, pastille micro émetteur mise en place dans un combiné de téléphone.



Il y a aussi un exemplaire du téléphone mobile et chiffant, TEOREM , sécurisé développé par la société THALES pour le président de la République.

On a pu voir une exposition extrêmement bien documentée. Mais les documents présentés sont simples alors que l'on s'imagine y trouver des informations fracassantes. La scénographie de tous ces documents par rapport aux différents tableaux de cette exposition est un peu surprenante et nous a laissé un peu dépité.

*Photos et texte de Guy complétés avec le dossier de presse*